**PROCES-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE ORDINAIRE DU VENDREDI 17 SEPTEMBRE 2010

Par suite d'une convocation en date du **9 septembre 2010**, les membres composant le conseil municipal de la Commune des AVIRONS se sont réunis à la Mairie le **vendredi dix sept septembre deux mille dix, à dix huit heures**, sous la présidence de **Monsieur Michel DENNEMONT, Maire** de la Commune.

La convocation comportant l'ordre du jour a été affichée le **9 septembre 2010**.

Il a été procédé à l'appel nominal des conseillers.

Présents : M. MONDON René - Mme BAILLIF Line Rose - M. DENNEMONT Jean Daniel* - Mme ZETTOR Jacqueline - M. LESQUELIN Jean Hugues – Mme LUCAS Roseline - M. ESCHYLE Gilles – M. BENARD Alex – Mme HEBERT Monique - M. RIVIERE Lucien - Mme MARCHAND Gladys - M. SERMANDE Jean Pierre - Mme RIVIERE Suzette - Mme JULLIEN Marie Josée - Mlle ROMAINSTAL Géraldine - Mme CADAS Isabelle - RIVIERE Raphaël - Mme BARET Liliane - M. BADER Ricardot - M. CLOTAGATIDE Vincent - M. GRONDIN Jacki

Absent : Mme CADERBY Colette - M. FERRERE Eric - M. REMY Michel - Mme BETON Fernande.

Procuration : Mme **MEZINO Sylvaine** a donné mandat à Mme BAILLIF Line - Mme **LAMOLY Viviane** a donné mandat à M. MONDON René - M. **FRINGUE Mickaël** a donné mandat à Mme MARCHAND Gladys.

- **M. DENNEMONT Jean Daniel est arrivé à la séance à 18h20.**

Le Maire a constaté le quorum.

Il a ensuite procédé, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la désignation d'un secrétaire de séance pris au sein du conseil.

Le conseil municipal, à l'unanimité, a désigné **Monsieur CLOTAGATIDE Vincent** pour remplir les fonctions de secrétaire.

Les affaires suivantes étaient portées à l'ordre du jour :

Affaire n° 1 : Compte-rendu des décisions

Adoption du procès-verbal de la séance du 18 juin 2010

Affaire n° 2 : Adoption du Budget Supplémentaire 2010 - Compte principal

Affaire n° 3 : Adoption du Budget Supplémentaire 2010 - Compte annexe de l'eau potable

Affaire n° 4 : Adoption du Budget Supplémentaire 2010 - Compte annexe de l'assainissement

Affaire n° 5 : Adoption du Budget Supplémentaire 2010 - Compte annexe de la régie funéraire

Affaire n° 6 : Adoption du Budget Supplémentaire 2010 - Compte annexe du SPANC

Affaire n° 7 : Créances irrécouvrables

- Admission en non valeur

Affaire n° 8 : Mandats spéciaux

- Prise en charge des frais des élus

Affaire n° 9 : Personnel communal

- Modification du tableau des effectifs

Affaire n° 10 : Cession foncière

Affaire n° 11 : Acquisition foncière

- Emprise de voie

Affaire n° 12 : Développement durable

- Convention de partenariat avec EDF

Affaire n° 13 : Electrification rurale

- Etat détaillé des opérations réalisées en 2009 par le SIDELEC

Affaire n° 14 : Schéma directeur d'assainissement des eaux usées et d'alimentation en eau potable

- Approbation des plans de financement définitifs

Affaire n° 15 : Zone de l'ex-ferme – Tranche conditionnelle

- Approbation du plan de financement modifié

- Autorisation de signature

Affaire n° 16 : Assainissement des eaux pluviales du Chemin Pavé – Dossier Loi sur l'Eau

- Avis du conseil municipal

.../...

Affaire n° 17 : Intercommunalité

- Commission locale d'évaluation des charges transférées

Affaire n° 18 : Présentation du rapport d'activité de la CCSud –Exercice 2009-

Affaire n° 19 : Information du conseil municipal dans le cadre de sa délégation de pouvoirs au Maire

& &
&

AFFAIRE N° 1 / **Compte-rendu des décisions**

- **Adoption du procès-verbal de la séance du 18 juin 2010**

Le Maire a rappelé l'article **L.2121-23 du CGCT** qui stipule que les délibérations du conseil municipal sont signées par tous les membres présents à la séance.

Le règlement intérieur du conseil prévoit dans ce cadre que chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Le procès-verbal de la séance du **18 juin 2010** a été transmis aux élus.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, **à l'unanimité**, a adopté le contenu du **procès-verbal de la séance du 18 juin 2010**.

& &
&

AFFAIRE N° 2 / **Adoption du budget supplémentaire 2010**

- **Compte principal**

Le Maire a soumis aux élus le budget supplémentaire **–Compte principal- pour l'exercice 2010** qui est arrêté à la somme de **3 293 573.77 €** tant en dépenses qu'en recettes et qui se présente comme suit en balance générale :

	Recettes : 3 293 573.77	Dépenses : 3 293 573.77
Fonctionnement	580 129.75	580 129.75
Investissement	2 713 444.02	2 713 444.02

.../...

Ce budget supplémentaire comporte :

1) les restes à réaliser de l'exercice 2009, soit :

En section d'investissement :

. Dépenses : + 1 871 576.00
. Recettes : + 1 808 143.00

En section de fonctionnement :

. Dépenses : Néant
. Recettes : Néant

2) la prise en compte des résultats affectés de l'exercice 2009 et les inscriptions nouvelles, soit :

En section de fonctionnement :

Les recettes se chiffrent à + **580 129.75 €** soit :

Chap. 002 – Résultat de fonctionnement reporté : + 320 279.75
Chap. 70 – Produits du domaine : + 4 290.00
Chap. 73 – Impôts et taxes + 126 289.00
Chap. 74 – Dotations et participations : + 125 171.00
Chap. 77 – Produits exceptionnels + 4 100.00

Les dépenses représentent + **580 129.75 €**, soit la répartition suivante :

Chap. 011 – Charges à caractère général : + 628 605.54
Chap. 014 – Atténuation de produits : - 70 000.00
Chap. 65 – Autres charges de gestion courante + 150 458.00
(dont 144 500 € de subvention aux associations)
Chap. 66 – Charges financières : + 38 793.21
Chap. 67 – Charges exceptionnelles + 20 103.00
Chap. 023 – Virement à la section d'investissement : - 187 830.00

En section d'investissement :

Pour les recettes : + **905 301.02 €** soit :

Chap. 13 – Subvention d'investissement : + 499 704.00
Chap. 16 – Emprunts - 135 344.00
Chap. 024 – Produits de cession + 630.00
Chap. 10 – Réserves + 710 141.02
Chap. 021 – Virement de la section de fonctionnement - 169 830.00

.../...

Pour les dépenses : + **841 868.02 €** qui se répartissent comme suit :

Chap. 10 – Dotation fonds divers :	+ 2 500.00
Chap. 16 – Emprunts et dettes	+ 42 700.00
Chap. 20 – Immobilisations incorporelles :	+ 72 800.00
Chap. 21 – Immobilisations corporelles :	- 189 240.00
Chap. 23 – Immobilisations en cours :	+ 337 200.00
Chap. 001 – Solde d'exécution négatif antérieur reporté	+ 557 908.02
Chap. 041 – Opérations patrimoniales	+ 18 000.00

Monsieur Jean Daniel DENNEMONT est arrivé à ce moment là et a pris place à la table du conseil.

Le conseil municipal a été invité à :

- => fixer le niveau de vote du budget
- => se prononcer sur le budget proposé
- => se prononcer sur les subventions.

Des explications techniques relatives aux différents chapitres budgétaires ont été apportées.

Monsieur Jacki GRONDIN a interrogé le Maire sur l'apport en services supplémentaires de la CIVIS.

Le Maire a répondu que la différence avec la CCSud était très nette, tant sur le plan financier (DSC, Fonds de concours, etc.) que sur le plan des réalisations concrètes (apport de nouveaux services).

M. GRONDIN a demandé des explications complémentaires sur la résiliation des marchés de l'école maternelle du Centre.

Des explications techniques et financières ont été données.

M. GRONDIN a interpellé le Maire sur les retards pris pour l'exécution de ce chantier en soulevant notamment un problème de suivi des entreprises. Il a insisté sur les conséquences néfastes pour les enfants d'un chantier permanent.

Le Maire a rétorqué que le problème n'est pas le suivi mais le contexte actuel de crise qui fait état d'une grande fragilité des entreprises (problèmes constants de trésorerie).

Par ailleurs, le Code des Marchés publics ne prévoit plus la possibilité de choisir par rapport à des références d'où des chantiers attribués à des entreprises qui n'ont parfois pas les compétences suffisantes.

Madame Line BAILLIF a rappelé qu'au-delà des difficultés rencontrées, la **Municipalité** veille constamment à améliorer le bien être des enfants. C'est dans cet objectif que des travaux sont mis en œuvre sur l'ensemble des établissements scolaires.

Le conseil municipal, après examen du document budgétaire et après avoir entendu les explications du Maire, a délibéré et :

=> A l'unanimité, a décidé de voter le budget au niveau du chapitre, tant pour la section de fonctionnement (à l'exception de l'article spécialisé 65748) que pour la section d'investissement

=> A la majorité absolue (**1 abstention : M. Jacki GRONDIN**) a adopté les différents chapitres tels que proposés ci-dessus, tant pour la section de fonctionnement que pour la section d'investissement.

=> A l'unanimité, le conseil municipal a décidé d'attribuer les montants suivants par association :

Comité des Fêtes	9 000
A.E.T.A.	2 000
Association ADAC	1 000
Club Les Amis	500
Jeunesse Sportive et Culturelle du Tévelave	4 000
Club Bouliste des Avirons	400
Association Culturelle du Tévelave	300
ASPT	1 200
Association SUIVANOU (Concerné, M. Lucien RIVIERE, a quitté la salle au moment du vote)	5 000
Amicale Fitness Avirons (J. Daniel DENNEMONT, Mme Isabelle CADAS et Mme Suzette RIVIERE ont quitté la salle au moment du vote)	500
FCA (M. Alex BENARD et Mme Jacqueline ZETTOR ont quitté la salle au moment du vote)	85 000
USDT (M. J. Hugues LESQUELIN et M. Gilles ESCHYLE a quitté la salle au moment du vote)	4 000
Avirons Foot Vétérans	700
Hockey Club	300
AVIRONS JEUNES	16 000
AVIRONS ATHLETISME (M. Jean Daniel DENNEMONT a quitté la salle au moment du vote)	2 400
Association FOND MAURICE	3 000
Association LACS	5 000

Association GYM AVIRONS	200
Association REUNI SPORT	500
ET VIE DANSE	1 000
Association FARFAR	2 500

En conséquence, le **Budget Supplémentaire 2010 –Compte principal-** a été arrêté comme suit en balance générale :

	Recettes : 3 293 573.77	Dépenses : 3 293 573.77
Fonctionnement	580 129.75	580 129.75
Investissement	2 713 444.02	2 713 444.02

& &
&

AFFAIRE N° 3 / Adoption du budget supplémentaire 2010
- Annexe de l'eau potable

Le Maire a présenté aux élus le budget supplémentaire 2010 pour l'eau potable qui se chiffre à **721 539.86 €**.

	Recettes : 721 539.86	Dépenses : 721 539.86
Fonctionnement	590 006.95	590 006.95
Investissement	131 532.91	131 532.91

Ce budget supplémentaire comporte les restes à réaliser de l'exercice 2009, soit :

En section de fonctionnement :

- . Dépenses : Néant
- . Recettes : Néant

En section d'investissement :

. Dépenses : + 17 160.00
. Recettes : Néant

Le projet de budget propose également de reprendre les résultats affectés de l'exercice 2009 et les inscriptions nouvelles, soit :

Pour la section de fonctionnement :

Les recettes se chiffrent à + **590 006.95 €** soit :

Chap. 002 – Excédent antérieur reporté : + 590 006.95

Les dépenses représentent **590 006.95 €** soit la répartition suivante :

Chap. 011 – Charges à caractère général :	+ 7 000.00
Chap. 023 – Virement à la section d'investissement :	+ 583 006.95

Pour la section d'investissement :

En recettes : + **131 532.91 €** soit :

Chap. 021 – Virement de la section d'exploitation :	+ 583 006.95
Chap. 10 – Réserves :	+ 92 946.96
Chap. 16 – Emprunts	- 544 421.00

En dépenses : + **114 372.91 €** qui se répartissent comme suit :

Chap. 001 – Résultat reporté	+ 75 786.96
Chap. 23 – Travaux :	+ 38 585.95

Le conseil municipal est invité à :

=> fixer le niveau de vote du budget

=> se prononcer sur les différentes inscriptions pour l'exercice 2010.

Monsieur Jacki GRONDIN a demandé un point sur l'étude de faisabilité relative au raccordement à l'usine du Plate.

Il lui a été répondu que cet élément, avec l'hypothèse d'une récupération partielle des ressources exploitées par SAINT LEU, font partie des pistes à étudier dans le cadre du schéma directeur en cours d'établissement.

Le conseil municipal, après examen du document budgétaire et après avoir entendu les explications du Maire, a délibéré et, à l'unanimité :

⇒ A décidé de voter le budget au niveau du chapitre

⇒ A adopté les différents chapitres tels que ci-dessus proposés.

En conséquence, le **Budget Supplémentaire 2010 de l'eau potable** a été arrêté comme suit en balance générale :

	Recettes : 721 539.86	Dépenses : 721 539.86
Fonctionnement	590 006.95	590 006.95
Investissement	131 532.91	131 532.91

& &
&

AFFAIRE N° 4 / Adoption du budget supplémentaire 2010
- **Annexe de l'assainissement collectif**

Le Maire a présenté aux élus le budget supplémentaire 2010 pour l'assainissement qui a été arrêté comme suit :

	Recettes : 296 640.53	Dépenses : 296 640.53
Fonctionnement	-----	-----
Investissement	296 640.53	296 640.53

Ce budget supplémentaire comporte les restes à réaliser de l'exercice 2009, soit :

En section de fonctionnement :

. Dépenses : Néant
. Recettes : Néant

En section d'investissement :

. Dépenses : + 73 098.00
. Recettes : + 204 075.00

Le projet de budget propose également de reprendre les résultats affectés de l'exercice 2009 et les inscriptions nouvelles, soit :

Pour la section de fonctionnement :

En recettes :

Chap. 002 – Excédent antérieur reporté : + 8 644.81
Chap. 70 – Vente de prestations : - 8 644.81

En dépenses : Pas de mouvements supplémentaires

Pour la section d'investissement :

En recettes : **92 565.53**, soit :

Chap. 001 – Excédent d'investissement reporté : + 92 565.53

En dépenses : **223 542.53 €** soit :

Chap. 20 – Frais d'études : + 30 000.00
Chap. 23 – Travaux : + 193 542.53

Le conseil municipal a été invité à :

=> fixer le niveau de vote du budget

=> se prononcer sur les différentes inscriptions pour l'exercice 2010.

Le conseil municipal, après examen du document budgétaire et après avoir entendu les explications du Maire, a délibéré et, à l'unanimité :

=> A décidé de voter le budget au niveau du chapitre

=> A adopté les différents chapitres tels que ci-dessus proposés.

En conséquence, le **Budget Supplémentaire 2010 de l'assainissement collectif des eaux usées** a été arrêté comme suit en balance générale :

	Recettes : 296 640.53	Dépenses : 296 640.53
Fonctionnement	-----	-----
Investissement	296 640.53	296 640.53

& &
&

AFFAIRE N° 5 / Adoption du Budget Supplémentaire 2010

- **Annexe de la régie funéraire**

Le compte annexe de la régie funéraire comporte une section unique d'exploitation.

Pour le budget supplémentaire, il a été proposé la prise en compte du résultat de l'exercice 2009, soit :

En recettes :

- Chap. 002 – Excédent de fonctionnement reporté : + 193.57

En dépenses :

- Chap. 012 – Art. 6215 – Charges de personnel + 193.57

Le conseil a été invité à :

- fixer le niveau de vote du budget
- se prononcer sur les inscriptions.

Le conseil municipal, après examen du document budgétaire et après avoir entendu les explications du Maire, a délibéré et, à l'unanimité :

=> a décidé de voter le budget au niveau du chapitre

=> a adopté les différents chapitres tels que ci-dessus proposés.

En conséquence, le **Budget Supplémentaire 2010 de la régie funéraire** a été arrêté comme suit en section unique de fonctionnement :

• Recettes : + 193.57 €

• Dépenses : + 193.57 €

& &
&

AFFAIRE N° 6 / Adoption du Budget Supplémentaire 2010
- Annexe du SPANC

Le Budget Supplémentaire 2010 du SPANC se chiffre à :

	Recettes : 10 118.47	Dépenses : 10 118.47
Fonctionnement	5 207.38	5 207.38
Investissement	4 911.09	4 911.09

Ce budget ne comporte pas de restes à réaliser.

En propositions nouvelles et en reprise des résultats affectés, le projet de budget s'établit comme suit :

En section de fonctionnement

Les recettes se chiffrent à **5 207.38 €**, soit :

Chap. 002 – Excédent antérieur reporté : + 5 207.38

Les dépenses représentent **5 207.38** soit :

Chap. 011 – Charges à caractère général : + 200.00

Chap. 012 – Charges de personnel + 5 007.38

En section d'investissement

Les recettes sont de **4 911.09 €**

Chap. 10 – Réserves + 4 911.09

Les dépenses sont de **4 911.09 €**

Chap. 21 – Immobilisation corporelle + 4 911.09

Le conseil a été invité à :

- fixer le niveau de vote du budget
- se prononcer sur les différentes inscriptions pour l'exercice 2010.

Le conseil municipal, après examen du document budgétaire et après avoir entendu les explications du Maire, a délibéré et, à l'unanimité :

=> A décidé de voter le budget au niveau du chapitre

=> A adopté les différents chapitres tels que ci-dessus proposés :

En conséquence, le **Budget Supplémentaire 2010 du SPANC** a été arrêté comme suit en balance générale :

	Recettes : 10 118.47	Dépenses : 10 118.47
Fonctionnement	5 207.38	5 207.38
Investissement	4 911.09	4 911.09

--	--	--

& &
&

AFFAIRE N° 7 / Créances irrécouvrables
- Admission en non valeur

Dans le cadre de sa mission de recouvrement des créances communales, le Trésorier a transmis en Mairie deux demandes d'admission en non valeur.

Les états concernent deux budgets distincts :

-1- Budget annexe de l'assainissement

N° du titre : 2003 – T – 6

Montant : 36.00 €

Motif : Montant irrécupérable car reste à recouvrer inférieur au seuil de poursuites

-2- Budget funéraire

N° du titre : 2003 – T – 7

Montant : 80.00 €

Motif : P.V de perquisition et demande de renseignements négative

Le conseil a été invité :

- A se prononcer sur l'admission en non valeur des titres concernés
- Le cas échéant, à autoriser le Maire, et en son absence, le 1^{er} Adjoint, à signer toute pièce comptable nécessaire à ces admissions au titre des budgets concernés.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

=> A approuvé l'admission en non valeur des titres concernés tels que proposés ;

=> A autorisé le Maire, et en son absence le 1^{er} Adjoint, à signer toute pièce comptable nécessaire à ces admissions au titre des budgets concernés.

& &
&

AFFAIRE N° 8 / Mandats spéciaux
- Prise en charge des frais des élus

Le conseil municipal a été invité à se prononcer sur l'exercice, par les élus cités ci-dessous, des mandats suivants :

- Participation de **M. LESQUELIN Jean Hugues** au **Forum du sport, loisir, tourisme et territoires** à Paris les 22, 23 et 24 novembre 2010 ;

- Participation de **Mme LUCAS Roseline** au **Salon de l'éducation « EDUCATEC / EDUCATICE »** à Paris les 24, 25 et 26 novembre 2010.

La prise en charge des frais engagés a été proposée comme suit pour les deux mandats :

- Billets d'avion Aller/retour et frais d'inscription = paiement direct à l'agence par la Commune sur présentation de factures ;
- Frais de séjour (repas, déplacement et nuitées) : remboursement aux frais réels à condition toutefois que les dépenses ne soient pas excessives au regard de la nature et du lieu de la mission.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité absolue (**1 contre : M. Jacki GRONDIN**), s'est prononcé favorablement sur la prise en charge par la Commune des frais liés aux déplacements de **Madame Roseline LUCAS et Monsieur Jean Hugues LESQUELIN** dans le cadre de leur participation aux missions sus-visées, selon les modalités proposées.

& &
&

AFFAIRE N° 9 / Personnel communal
- Modification du tableau des effectifs

Le conseil municipal a été invité à se prononcer sur la modification ci-dessous du tableau des effectifs.

Filière administrative :

Création :

Rédacteur principal	01
Rédacteur	01

Filière technique :

Création :

Contrôleur de travaux en chef	01
-------------------------------	----

Pour le poste de rédacteur, le Maire a proposé au conseil de le rajouter. Cette création ne figurait pas au rapport relatif à la modification du tableau des effectifs adressé initialement aux conseillers municipaux.

Monsieur Jacki GRONDIN a interpellé le Maire sur la prise en compte administrative de cette modification.

Il lui a été répondu que la délibération serait amendée en conséquence.

Au moment du vote, aucune opposition n'ayant été formulée, la délibération a été acquise à l'unanimité.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, a approuvé la modification du tableau des effectifs communaux telle que proposée.

Le Maire a précisé que les crédits nécessaires sont inscrits au **chapitre 012** du budget de la Ville.

& &
&

AFFAIRE N° 10 / Cession foncière

La Commune est propriétaire de la parcelle cadastrée **AM 624** sur laquelle est édiflée une construction à usage d'habitation de type **T5** de **63 m²** située au **2 Chemin Bassin Bleu**.

Par courrier en date du 4 avril 2009, **M. et Mme ELODIE Josian**, locataires actuellement, ont sollicité la possibilité d'acquérir le bien concerné.

Le service des Domaines, dans un avis en date du 8 juillet 2010, a fixé la valeur vénale du bien à **80 000 €**.

Les ELODIE ont marqué leur accord pour une acquisition à ce prix, le 20 juillet 2010.

Le conseil a été invité à :

- Autoriser la cession de la parcelle **AM 624** au prix de **80 000 €**
- Le cas échéant, autoriser le Maire à signer l'acte notarié correspondant
- A prendre acte que les frais inhérents à la transaction seront à la charge des acquéreurs.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- A autorisé la cession de la parcelle **AM 624** à **M. et Mme ELODIE Josian**, au prix de **80 000 €** ;
- A autorisé le Maire, et en son absence le 1^{er} Adjoint, à signer l'acte notarié correspondant ;
- A pris acte que les frais inhérents à la transaction seront à la charge des acquéreurs.

& &
&

AFFAIRE N° 11 / Acquisition foncière - Emprise de voie

Le conseil municipal a été informé du courrier de **Mme THOMAS Anaïs**, propriétaire de la parcelle **AM 702**, **M. THOMAS Benoit**, propriétaire de la parcelle **AM 701** et de **M. ADY Stéphane**, propriétaire de la parcelle **AM 29**, sollicitant l'acquisition par la Commune,

dans un but de réfection, de l'emprise du chemin en terre desservant leurs propriétés à partir du Chemin Lacroix.

Pour ce faire, les propriétaires concernés acceptent chacun de céder gracieusement deux mètres de large le long de la limite de leurs différentes propriétés.

Le conseil municipal a été invité :

- A accepter l'acquisition par la Commune des emprises concernées à l'euro symbolique
- A autoriser la prise en charge par la Commune des frais liés à l'arpentage, au bornage et à la réalisation de l'acte notarié
- A autoriser le Maire, ou en son absence le 1^{er} adjoint, à signer les actes notariés à intervenir
- A prendre acte que les travaux de modernisation ne pourront intervenir qu'une fois les transferts de propriétés actés et, corrélativement, les biens transférés au domaine public communal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- A accepté l'acquisition par la Commune des emprises concernées à l'euro symbolique
- A autorisé la prise en charge par la Commune des frais liés à l'arpentage, au bornage et à la réalisation de l'acte notarié
- A autorisé le Maire, et en son absence le 1^{er} adjoint, à signer les actes notariés à intervenir
- A pris acte que les travaux de modernisation ne pourront intervenir qu'une fois les transferts de propriétés actés et, corrélativement, les biens transférés au domaine public communal.

& &
&

AFFAIRE N° 12/ Développement durable
- Convention de partenariat avec EDF

Le conseil a été invité à se prononcer sur la conclusion d'une convention partenariale avec EDF pour développer des actions visant à une meilleure maîtrise de la demande d'énergie.

Le partenariat portera sur :

- Le développement de la MDE
- Le développement des énergies renouvelables
- La protection de l'environnement
- L'aménagement du territoire
- L'exercice de la solidarité

EDF est susceptible d'apporter, selon les actions, soit une aide financière, soit un accompagnement technique.

Monsieur Jacki GRONDIN a demandé au Maire de préciser ses attentes en termes de développement durable.

Le Maire a répondu qu'il s'agissait pour la collectivité à la fois de s'inscrire dans un cadre relationnel conventionnel avec EDF et de bénéficier des avantages techniques et financiers que permet ce cadre.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, a approuvé la convention partenariale avec EDF pour le développement des actions visant à une meilleure maîtrise de la demande d'énergie.

La convention a été annexée à la délibération.

& &
&

AFFAIRE N° 13 / Electrification Rurale
- **Etat détaillé des opérations réalisées en 2009 par le SIDELEC**

Le Maire a rappelé au conseil municipal que, par délibération n° 14 en date du 12 novembre 2008, la Commune des AVIRONS a décidé de transférer au SIDELEC REUNION sa compétence en matière de maîtrise d'ouvrage des travaux sur le réseau de distribution publique d'électricité en concession avec EDF REUNION.

Pour permettre aux deux parties de mener à bien cette mission, le transfert du produit de la taxe municipale d'électricité collectée par EDF REUNION sur le territoire communal a également été effectué.

Au regard de la somme perçue en 2009, le programme de travaux correspondant comptabilise un montant de **deux cent soixante et onze mille euros et cinquante centimes d'euros (271 000.50 €)**.

Aujourd'hui ce programme de travaux est réalisé en totalité. Son coût définitif s'élève à **271 167.34 € TTC**, études comprises.

Aussi, il a été demandé au conseil municipal :

- De prendre acte de l'état détaillé des opérations réalisées dans le cadre de ce programme
- D'autoriser le transfert du solde de **166.84 €** sur le programme de travaux à venir.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- A pris acte de l'état détaillé des opérations réalisées dans le cadre du programme des travaux d'électrification rurale, tel que présenté en annexe
- A autorisé le transfert du solde de **166.84 €** sur le programme de travaux à venir.

& &
&

AFFAIRE N° 14 / Schéma directeur d'assainissement des eaux usées et d'alimentation en eau potable

- Approbation des plans de financement définitifs

Le Maire a rappelé aux élus que, par délibérations n° 9 et 10 du 5 mars 2010, le conseil municipal a approuvé le lancement des opérations de mise à jour des schémas directeurs d'alimentation en eau potable et d'assainissement des eaux usées ainsi que les plans de financement sur le Programme Opérationnel Européen 2007-2013.

L'instruction des dossiers de demande de financement a permis d'identifier les partenaires pour les contreparties nationales.

En conséquence, il convenait de valider les financements définitifs, soit :

▪ Schéma directeur d'alimentation en eau potable :

Montant : 41 474.65 € HT

Financement

• Union Européenne (FEDER)	33 %	13 686.63 €
• Département (contrepartie nationale)	22 %	9 124.42 €
• Commune	45 %	18 663.60 €

▪ Schéma directeur d'assainissement des eaux usées :

Montant : 41 474.65 € HT

Financement

• Union Européenne (FEDER)	33 %	13 686.63 €
• Office de l'eau (contrepartie nationale)	22 %	9 124.42 €
• Commune	45 %	18 663.60 €

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, a approuvé les plans de financements définitifs des opérations « **Schéma directeur d'alimentation en eau potable** » et « **Schéma directeur d'assainissement des eaux usées** », tels que présentés ci-dessus.

& &
&

AFFAIRE N° 15 / Zone de l'ex-ferme

Tranche conditionnelle

- **Approbation du plan de financement modifié**
- **Autorisation de signature**

Le Maire a rappelé au conseil municipal que les travaux de la zone avale de l'ex-ferme ont été attribués en tranche conditionnelle dans l'attente d'une recherche de financement.

Un premier plan de financement a été approuvé dans ce cadre par le conseil municipal dans sa séance du 15 janvier 2010 affectant le solde de l'enveloppe du contrat de coopération communale –volet priorité communale 2008-2010-.

La poursuite du travail de recherche de financement a permis à la Commune d'obtenir des crédits complémentaires de la CIVIS et du Conseil Général.

Le nouveau plan de financement se présente comme suit :

Montant des travaux : 2 371 528.06 € TTC

Financement :

▪ Conseil Général – CCC – Volet Priorité Communale	646 753.19
▪ Conseil Général – Participation aux travaux du giratoire	102 375.81
▪ CIVIS – Fonds de concours 2010	240 858.78
▪ CIVIS – Fonds de concours pour les zones d'activités	150 000.00
▪ Commune	1 045 752.36
▪ TVA communale	177 085.97
▪ TVA Conseil Général	8 701.94

Le conseil municipal a été invité à :

- ⇒ Approuver le plan de financement présenté
- ⇒ Le cas échéant, approuver la constitution d'un groupement pour le versement de la participation du Conseil Général sur le coût du giratoire
- ⇒ Autoriser le Maire, ou en son absence, le 1^{er} adjoint, à signer les conventions financières correspondantes.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité absolue (**1 abstention : M. Jacki GRONDIN**),

- ⇒ A approuvé le plan de financement de l'opération « **Zone de l'ex-ferme – Tranche conditionnelle** », tel que présenté ci-dessus
- ⇒ A approuvé la constitution d'un groupement pour le versement de la participation du Conseil Général sur le coût du giratoire
- ⇒ A autorisé le Maire, et en son absence le 1^{er} Adjoint, à signer les conventions financières correspondantes.

& &
&

AFFAIRE N° 16 / Assainissement des eaux pluviales du Chemin Pavé
Dossier loi sur l'eau
- Avis du conseil municipal

Le Maire a rappelé au conseil que l'**assainissement des eaux pluviales du Chemin Pavé** implique un rejet vers la ravine du Ruisseau.

Dans ce cadre, un dossier d'autorisation a été déposé en Préfecture.

Par arrêté n° 10-1541 en date du 6 juillet 2010, le Préfet a prescrit une enquête publique au titre du Code de l'Environnement « Police de l'eau » du 25 août 2010 au 15 septembre 2010.

Le préfet a également demandé l'avis du conseil municipal sur le projet.

Le conseil municipal a été invité à se prononcer en sachant que son avis doit intervenir au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité absolue (**1 abstention : M. Jacki GRONDIN**), a émis un avis favorable sur le projet de **déviations des eaux pluviales du Chemin Pavé vers la Ravine du Ruisseau**, situé sur le territoire de la Commune des AVIRONS.

& &
&

AFFAIRE N° 17 / Intercommunalité
- Commission Locale d'évaluation des charges transférées
- Désignation d'un représentant

Le Maire a porté à la connaissance du conseil municipal que, suite à l'adhésion de la Commune à la CIVIS, l'évaluation des charges transférées à l'EPCI doit être définie et arrêtée par une commission.

Cette commission est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

Le conseil municipal a été invité à désigner un représentant titulaire et un suppléant pour la Commune.

Le Maire a proposé la candidature de **M. Alex BENARD** comme titulaire et **M. Michel DENNEMONT**, comme suppléant.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, à la majorité absolue (**1 abstention : M. Jacki GRONDIN**), a désigné **M. Alex BENARD** comme **titulaire** et **M. Michel DENNEMONT**, comme **suppléant**, pour siéger au sein de la **Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de la CIVIS**.

& &
&

AFFAIRE N° 18 / Présentation du rapport d'activité de la CCSud –Exercice 2009-

Conformément à l'article **L.5211-39 du CGCT**, le Président de la CCSud a adressé au Maire un rapport retraçant l'activité de l'établissement pour l'année 2009.

Ce rapport doit être communiqué au conseil en séance publique.

Le conseil municipal a été invité à prendre acte du rapport d'activité de la CCSud – Exercice 2009-.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal a pris acte du **rapport d'activité de la CCSud –Exercice 2009-**.

& &
&

AFFAIRE N° 19 / Information du conseil municipal dans le cadre de sa délégation de pouvoirs au Maire

Le Maire a informé le conseil des décisions qu'il a prises dans le cadre de ses pouvoirs délégués.

Marchés publics : MAPA

Le listing des dépenses engagées dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT a été mis à disposition à la Direction Générale des Services.

Alinéa 4 de l'article L.2122-22 du CGCT

Le Maire a informé le conseil des avenants qu'il a signés dans le cadre de ses pouvoirs délégués par délibération du 27 mars 2009.

Emprunts :

▪ DEXIA CREDIT LOCAL – Acquisition foncière pour construction d'une école (Terrain AM 418)

Montant : **1 707 370 €**

Durée : **20 ans**

Taux : **3.86 %**

Périodicité : **Trimestrielle**

Délivrance de concessions dans le cimetière :

Le listing des concessions délivrées dans le cimetière a été mis à disposition à la Direction Générale des Services.

Droit de préemption : Le Maire a informé le conseil qu'il n'a pas jugé utile d'exercer le droit de préemption de la Commune sur les intentions de vente désignées ci-après :

Réf. Cadast.	Surface	P.O.S.	Propriétaire	Situation
AR 1364	266 m ²	UC	MAURICE Edith	Chemin Bateau
AM 995	502 m ²	ZCa	DEMEURE Daniel	36 A, Chemin Merlo
AP 253	800 m ²	2 NAu	FERRERE Louis François	Route de la Ravine Sèche
AN 1070	746 m ²	UD	Consorts POTTER	12 Chemin Jh. Baronce
AS 982	1740 m ²	UC	ARNAL Thibaud	36 A Rue de l'Eglise
AR 1370	422 m ²	UD	RIVIERE Sylvio	Chemin de Ligne
AR 1368	622 m ²	UD	RIVIERE Sylvio	Chemin de Ligne
AN 950	457 m ²	1 NAu	SCI POZ.K.FE	22 Chemin Bois de Fer
AS 412	Terrain : 2944 m ² Appt. : 62 m ²	UA	HIRSCH Marc-Emmanuel	37 Rue du Stade – Résidence Le Grand Bleu
AP 645 AP 467	2144 m ²	UD/NCp f	DANJON Jacques Lucien	3 Sentier Néel
AN 751	798 m ²	UC	HOAREAU Sophie/D'AMBELLE DE PINDRAY	22 Chemin des Bougainvilliers
AR 1369	456 m ²	UD	RIVIERE Sylvio Louis	Chemin de Ligne
AR 606	636 m ²	UC	GIRR Jean Marie	Chemin de Ligne
AR 1358 AR 1359	762 m ²	UC	HOAREAU J. Henri Bruno	15 CD 11 – Le Brûlé

Toutes les questions de l'ordre du jour étant épuisées, lecture a été donnée du présent procès-verbal que tous les membres ont signé et le Maire a levé la séance.

Pour expédition conforme,

**Le secrétaire de séance
Vincent CLOTAGATIDE**

**Le Maire,
Michel DENNEMONT**

Mairie des Avirons